



Foundation Day of the Endangered Lawyer



Lawyers' Rights Watch Canada

Adana, Amsterdam, Ankara, Athènes, Barcelone, Berlin, Brussels, Dhaka, Düsseldorf, Frankfurt, Genève, La Haye, Hambourg, Islamabad, Istanbul, Izmir, Lahore, London, Lyon, Madrid, Manilla, Milan, Montpellier, Multan, Nantes, New York, Nuremberg, Paris, Rawalpindi, Rome, Sydney, Toronto, Vancouver, Vénice, Yaoundé,

10^e JOURNÉE DE L'AVOCAT EN DANGER

24 Janvier 2020 : PAKISTAN

Un combat pour protéger les avocats du Pakistan

Pétition

La Journée de l'Avocat en Danger est commémorée le 24 janvier de chaque année.

Le 24 janvier 1977, quatre avocats spécialistes des conflits sociaux et un assistant administratif ont été tués dans leur bureau à Madrid, en Espagne, en raison de leur travail. L'un des tueurs, qui était affilié à des partis et organisations d'extrême droite, a été condamné à quinze ans de prison ; un autre s'est enfui au Brésil et le troisième a été emprisonné plus tard en Bolivie dans le cadre d'un trafic de drogue.

Cette année, le 24 janvier 2020 marquera le 10^e anniversaire de la Journée de l'Avocat en Danger.

Les années précédentes, la Journée a mis en lumière la situation des avocats dans les pays suivants : Chine, Colombie, Egypte, Honduras, Iran, Philippines, Espagne (Pays Basque), Turquie.

Lors de cette Journée, les organisateurs appellent leurs collègues internationaux à, d'une part, sensibiliser le public quant au nombre d'avocats harcelés, réduits au silence, mis sous pression, menacés, persécutés, torturés et mêmes assassinés dans l'exercice de leur profession et, d'autre part, à initier ou poursuivre une discussion au niveau national sur les moyens d'assurer la protection des avocats.

Durant les dernières décennies, les avocats pakistanais ont été victimes d'attentats terroristes, de meurtres et tentatives de meurtres, d'agressions, de menaces de mort, de procédures pour outrage, d'actes de harcèlement et d'intimidation et ils ont été la cible de harcèlement judiciaire et de tortures en détention du seul fait de l'exercice de leur profession. Les membres de la famille de quelques avocats ont été visés voire tués. Certains avocats ont été menacés d'être radiés du barreau ou ont vu leurs maisons perquisitionnées par les policiers.

L'attaque la plus notoire à l'encontre des avocats s'est déroulée le 8 août 2016, lorsque des terroristes ont perpétré un attentat suicide, suivi d'une fusillade dans l'hôpital de Quetta, causant la mort de 56 avocats.

Les auteurs présumés des attaques contre les avocats seraient des terroristes, des fanatiques religieux, des policiers et des individus non identifiés. Des rapports indiquent que des milices pro-gouvernementales, actives encore aujourd'hui, se trouveraient derrière certains meurtres. Les menaces sont donc multiples.

La situation des avocats chrétiens et des membres de groupes appartenant aux minorités musulmanes soulève également de grandes inquiétudes. Dans certains cas, des avocats ont été tués parce qu'ils appartenaient à la communauté Chiite, la minorité musulmane au Pakistan.

En outre, dans de nombreux cas, les avocats ont été identifiés à leurs clients ainsi qu'aux causes défendues par ces derniers et ils ont été violemment attaqués pour cette raison.

Par exemple, une accusation de blasphème expose trop souvent les accusés, ainsi que les avocats qui les représentent et les juges qui traitent leurs affaires, à du harcèlement, des menaces, des attaques et des émeutes. De nombreux Pakistanais, accusés de blasphème, ont été tués avant la fin de leur procès et des personnalités qui ont critiqué la loi sur le blasphème ont elles aussi été assassinées. En fait, depuis 1990, 62 personnes ont été tuées suite à des accusations de blasphème.

Les avocats sont aussi victimes de représailles simplement du fait qu'ils représentaient des clients accusés de blasphème. Or, selon une disposition phare des Principes de base des Nations-Unies relatifs au rôle du barreau, les avocats ne doivent jamais être identifiés à leurs clients et aux causes de leurs clients.

Cependant, les Talibans et d'autres groupes terroristes qui ont encore une présence significative dans de nombreuses régions du Pakistan, continuent de perpétrer des attaques et les avocats sont constamment pris pour cible avec des menaces de violences, y compris de mort, simplement parce qu'ils défendent des personnes accusées de blasphème.

En réponse à ces attaques répétées, les avocats pakistanais font souvent grève, manifestent, protestent et tiennent des boycotts.

Meurtres et attaques à l'encontre des avocats au Pakistan (2014-2019)

Les cas mentionnés ci-dessous ont été documentés par des avocats pakistanais, par les associations « *International Association of People's Lawyers* » (IAPL) et « *Lawyers' Rights Watch Canada* » (LRWC), et par l'Institut des droits de l'Homme des Avocats européens (IDHAE).

En 2014 : Le 7 mai Rashid Rehman Khan, un éminent avocat, a été tué par balle dans son bureau par deux hommes armés non identifiés, qui ont également tiré et blessé deux de ses collègues, Nadeem Parwaz et Afzal. Avant son décès, Rashid Rehman Khan avait été menacé de mort s'il continuait à représenter un professeur d'université accusé de blasphème.

Le 3 décembre, plusieurs hommes armés en moto ont tenté d'assassiner Shahbaz Gormani tirant sur son domicile de Multan. Gormani avait repris la défense du professeur d'université représenté par Rashid Rehman Khan. Il n'a pas été blessé.

En 2015 : Irfan Chauhan et Rana Khalid Abbas ont été tués par la police durant une manifestation à Daska (province du Punjab) le 25 mai. Un autre avocat, Zohaib Sahi, a été sérieusement blessé lors du même incident.

En 2016 : Sur les 280 avocats inscrits au barreau, 56 ont été tués et 92 blessés dans l'attentat terroriste de Quetta. En conséquence, une large partie du Barreau du Baloutchistan a simplement été éliminée. Cela constitue toujours un jour noir pour la profession à l'intérieur et à l'extérieur du Pakistan.

En 2017 : Rauf Ahmad Thaur Sheikhpura (9 octobre), Alia Shenzadi Sheikhpura (16 mai), Saleem Latif Nakana Sahib (30 mars), Mohammad Jan Gigyani (4 mars) ont été tués.

En 2018 : Pervez Akhtar (7 février), Muhammad Idress (5 février), Zainullah Khan (30 mars), Sanam Sikandar Umrani (31 mai), Zamin Khan (6 juin), Haroon Bilour (13 août), Yasir Zikyria (15 août), Syed Azan Kundi (24 décembre 2018) ont tous été tués. Pervez Akhtar Cheema a été abattu dans sa voiture alors qu'il se rendait à une audience à Sheikhpura (7 février). Rizvam a été sérieusement attaqué parce qu'il défendait un client accusé de blasphème (9 février). Rana Ishtiaq et Owais Talib ont été tués lors d'une audience devant le tribunal de Lahore (20 février).

En 2019 : Naizmeen Shah (8 janvier), Naila Amjad (11 janvier), Asif Hussain (1^{er} mars), Chaudhary Ghazanfar Ali Warraich (31 mai), Malik Dilawar Hussain (17 juillet), Mahr Muhammad Yasin Sahu (3 mai 2019), Muhammad Adnan Othi, Chaudhary Shahid Meo et Muammad Tahir Aslam (3 juin) ont tous été tués. Des attaques meurtrières ont été commises contre Mahr Ghulam Noul (13 juillet), Syed Noor Ahmad Shah et neuf autres à Arifwala (20 juin), ainsi que contre Basharat Hundal avocat de Rahim Yar Khan (16 juillet).

Le cas de Saif ul-Malook

Saif ul-Malook a été la cible de menaces de mort après avoir obtenu l'acquittement en appel de sa cliente, Asia Bibi, qui se trouvait dans le couloir de la mort depuis 2010 suite à sa condamnation pour blasphème. Malook a été contraint de chercher la protection des gouvernements européens et est finalement retourné au Pakistan malgré les risques qu'il encourait.

Le Président de la Cour Suprême du Pakistan, Mian Saqib Nisar, ainsi que les juges Asif Saeed Khosa et Mazhar Alam Khan, qui ont révoqué la condamnation d'Asia Bibi, ont aussi reçu des menaces de mort.

Requêtes, demandes et recommandations adressées au Gouvernement et au Parlement du Pakistan :

Nous demandons respectueusement au gouvernement et au Parlement pakistanais de :

- 1) S'assurer que les avocats soient libres d'exercer leur profession en sécurité et sans peur de représailles ou d'attaques, conformément aux dispositions des Principes de base des Nations-Unies relatifs au rôle du barreau.
- 2) Prévenir les attaques contre les avocats et assurer leur protection contre toutes formes d'agression ou de harcèlement ; garantir que des enquêtes rapides et efficaces soient menées, dans tous les cas d'agressions commises contre un avocat, et que les auteurs présumés fassent l'objet de poursuites indépendantes et d'un procès équitable.
- 3) Mettre en place toutes les mesures nécessaires afin de promouvoir la tolérance religieuse ainsi que prévenir et punir le vigilantisme envers les personnes accusées de blasphème, ou ciblées pour leurs croyances religieuses spécifiques, ainsi que les avocats qui les défendent.
- 4) Révoquer immédiatement les dispositions du code pénal pakistanais relatives au blasphème, annuler toutes les poursuites encore pendantes du chef de blasphème et libérer les détenus ayant été condamnés du chef de cette infraction.
- 5) Faire tout ce qui est en leur pouvoir pour obtenir la libération immédiate des avocats et défenseurs des droits de l'homme qui sont détenus en raison de leurs activités en lien avec la défense des droits de l'homme et annuler les poursuites qui y sont liées.

Requêtes, demandes et recommandations adressées aux autres gouvernements et organisations :

- 6) Fournir une protection temporaire ou, si nécessaire, permanente, aux avocats pakistanais en danger.
- 7) Nous appelons l'Union européenne et ses États membres ainsi que les autres gouvernements et organisations internationales à utiliser leurs relations avec le Pakistan afin de renforcer la protection des avocats et des défenseurs des droits de l'homme, en accord avec les obligations internationales du Pakistan.
- 8) Nous exhortons les avocats, associations de barreaux, barreaux, et ONG à émettre le plus rapidement possible des messages de soutien et de solidarité envers nos collègues pakistanais. Les messages peuvent être adressés au *Pakistan Bar Council* (l'association nationale des avocats) à l'adresse suivante : info@pakistanbarcouncil.org. Le site du Conseil est <http://pakistanbarcouncil.org/>.

La Coalition pour les Avocats en danger

Le 13 juin 2019, lors d'une réunion d'avocats internationaux à Bruxelles, un nouveau réseau appelé « La Coalition pour les avocats en danger » a été créée dans le but de poursuivre une coopération intensive afin de soutenir nos collègues en danger.

Cette Coalition est composée des 32 associations d'avocats et de barreaux (voir ci-dessous) :

Foundation Day of the Endangered Lawyer

Contact: Hans Gaasbeek - hgaasbeek@gaasbeekengaasbeek.nl

AED - EDL, European Democratic Lawyers

Contact: Robert Sabata Y Gripekoven - robertsabata@icab.cat

ELDH, Association Européenne des Juristes pour la Démocratie & les Droits de l'Homme

Contact: Thomas Schmidt - thomas.schmidt@eldh.eu

IAPL, International Association of Peoples Lawyers

Contact: Stuart Russell - jsrussell301254@gmail.com

IDHAE, Institut des Droits de l'Homme des Avocats Européens

Contact: Bertrand Favreau, President - favreauav@aol.com,
Nathalie Korchia - nathalie.korchia@wanadoo.fr

Lawyers for Lawyers

Contact: Sophie de Graaf - S.deGraaf@lawyersforlawyers.nl

IDHBB, Institut des Droits de l'Homme du Barreau de Bordeaux

Contact: Bertrand Favreau, President - favreauav@aol.com

CCBE, Council of Bars and Law Societies of Europe - Conseil des Barreaux Européens

Contact: Nathan Roosbeek - roosbeek@ccbe.eu

UIA – Union Internationale des Avocats

Contact: Romina Bossa Abiven - rbossa@uianet.org

LRWC, Lawyers' Rights Watch Canada

Contact: Gail Davidson - law@portal.ca, lrwc@portal.ca

Barreau de Paris

Contact: Anne Souleliac - asouleliac@avocatparis.org

CNB - Conseil National des Barreaux – Les Avocats

Contact: Richard Sedillot - sedillot.avocat@gmail.com

Observatoire International des Avocats

Contact: Chloé Rodet - avocatsendanger@paris.org

FBE - Fédération des Barreaux d'Europe

Contact: Monique Stengel - me.monique.stengel@wanadoo.fr
Dominique Attias - dominique.attias@wanadoo.fr

ASF, Avocats Sans Frontières Belgique

Contact: Patrick Henry - p.henry@elegis.be

ASF - International network

Contact: President, Francois Cantier - Fpaulcantier@gmail.com

ASF - Cameroon

Contact : President, Patrice Um Gwem - Cabinetavocat@yahoo.fr

Ordre des Avocats de Genève

Contact: Sandrine Giroud - sgiroud@lalive.law - mberger@brsavocats.ch

Avvocati Minacciati - Osservatorio dell'Unione delle Camere Penali Italiane

Contact Person: Nicola Canestrini - info@endangeredlawyers.org

Institut des droits de l'homme Bruxelles

Contact: Yves Oschinsky - oschinsky@lexlitis.eu

Avocats.be - L'Ordre des Barreaux francophones et germanophone de Belgique

Contact: Xavier van Gils

CIB, Conférence Internationale des Barreaux

Orde van Vlaamse Balies

Contact: Ingrid Speels - ingrid.speels@ordevanvlaamsebalies.be

DSF-AS - Défense Sans Frontière-Avocats Solidaires

Contact: Ghislaine Seze - ghislaineseze@gmail.com

IDHBP: Institut de formation en Droits de l'Homme du Barreau de Paris

Contact: Christophe Pettiti - cpettiti@idhae.org

Rechtswalteskammer Berlin (Berlin Bar Association)

Contact: Biliñç Isparta - info@rak-berlin.org

IADL – International Association of Democratic Lawyers

Contacts: Jeanne Mirer - Jeanne@jmiererlaw.com

Edre Olalia - edreolalia.law@gmail.com

Haldane Society of Socialist Lawyers

Contact: Bill Bowring - b.bowring@bbk.ac.uk

Czech Bar Association

Contact: Alžběta Recová - recova@cak.cz

National Union of Peoples' Lawyers (NUPL)

AIIA (International Association of Young Lawyers)

Asociación Americana de Juristas (AAJ)

Pour plus d'information, veuillez contacter les personnes suivantes :

Hans Gaasbeek, Coordinateur international

Day of the Endangered Lawyer Foundation
Nieuwe Gracht 5a
NL 2011 NB Haarlem, Pays Bas
Telephone:+31 (023) 531 86 57
Email: hgaasbeek@gaasbeekengaasbeek.nl
Web: <http://dayoftheendangeredlawyer.eu/>

Stuart Russell, Co-coordonateur

Monitoring Committee on Attacks on Lawyers
International Association of People's Lawyers (IAPL)
Bordeaux, France
Email: jsrussell301254@gmail.com
Blog: <https://defendlawyers.wordpress.com/>

Thomas Schmidt (lawyer), Secrétaire général

European Association of Lawyers for Democracy and World Human Rights (ELDH)
Platanenstrasse 13, 40233 – Düsseldorf, Allemagne
PHONE +49 - 211 - 444 001, MOBILEPHONE +49 – 172 – 6810888
Email thomas.schmidt@eldh.eu
Web www.eldh.eu

Gail Davidson, LRWC

Lawyers' Rights Watch Canada
3220 West 13th Avenue Vancouver, BC Canada, V6K2V5
Phone; +1 604 736-1175
Email; lrwc@portal.ca
Web; www.lrwc.org

Day of the Endangered Lawyer Foundation



Fédération des Barreaux d'Europe



AED –EDL



ASF



ELDH



ASF Network



IAPL



L'Institut des droits de l'homme du Barreau de Paris



IDHAE



LRWC



Lawyers for Lawyers



IDHBB



Ordre des Avocats de Genève



Avocats Barreau de Paris



Conseil National des Barreaux - Les Avocats



Observatoire International des Avocats



Avvocati Minacciati - Osservatorio dell'Unione delle Camere Penali Italiane



Institut des droits de l'homme



CCBE



Avocats.be



AEA - EAL



CIB



UIA – Union Internationale des Avocats



Orde van Vlaamse Balies



Rechtsanwaltskammer Berlin
(Berlin Bar Association)



Défense Sans Frontières – Avocats Solidaires



IADL – International Association of Democratic Lawyers



Haldane Society of Socialist Lawyers



Czech Bar Association



National Union of Peoples' Lawyers (NUPL)



AIJA (International Association of Young Lawyers)



Asociación Americana de Juristas (AAJ)

